

L'ARIZONA, L'ENNEMI DES FEMMES ?

Ariane GEMANDER

Chercheuse en Sciences politiques

ULB

Si on regarde le projet du gouvernement Arizona, on voit qu'en fait, les femmes apparaissent en filigrane comme des cibles directes ou indirectes, des victimes, de la plupart des mesures socioéconomiques de l'Arizona.

Et donc effectivement, parmi les mesures les plus importantes dans ce projet de gouvernement, la réforme du chômage et la flexibilisation du marché du travail, qui vont ensemble en fait, et qui ont ce double objectif d'une part, d'augmenter la productivité, la compétitivité économique belge et d'autre part, de réduire les dépenses sociales, puisqu'en remettant de plus en plus de personnes au travail, en particulier des femmes, on réduit la part de protection sociale à laquelle elles ont droit. Et donc on a cette idée de s'attaquer aux personnes au chômage et en particulier aux personnes en incapacité travail de longue durée.

60% DES MALADES DE LONGUE DURÉE SONT DES FEMMES

Elles représentent environ 60% des personnes en incapacité de travail, parce qu'elles sont davantage exposées notamment aux troubles musculosquelettiques chroniques, elles sont davantage exposées aux maladies psychosociales : le burn-out, la dépression. Elles sont aussi plus exposées aux traumatismes, etc. Et donc elles sont directement, tout simplement beaucoup plus impactées par ces mesures de retour au travail.

Elles ont aussi des carrières beaucoup plus incomplètes, liées à leur profil : le fait d'être femme, elles ont beaucoup plus de jobs à temps partiel. Si je peux faire le lien avec la réforme des pensions, le fait qu'elles soient surreprésentées parmi les personnes à temps partiel, c'est aussi quelque chose qui va avoir un impact sur ces personnes-là, puisque le fait de réduire les niveaux de pension et surtout d'avoir des malus qui vont s'appliquer en cas de départs anticipés à la retraite, ça signifie qu'on a des conditions de plus en plus difficiles à remplir pour atteindre une carrière complète.

40% DES SALARIÉES = TEMPS PARTIEL

Donc 40 % des femmes salariées, sont à temps partiel, qui sont aussi liées pour une partie d'entre elles, au fait que les tâches de prise en charge de soins dans la sphère familiale sont toujours en grande partie prises en charge par les femmes.

Et donc voilà, on va avoir une espèce de double peine parce qu'elles ont ces tâches qui leur incombent dans la sphère familiale, elles vont avoir des profils beaucoup plus incomplets et beaucoup plus atypiques, qui les excluent tendanciellement davantage des droits à la pension, des droits au chômage, etc.

L'AUSTÉRITÉ COMME FEUILLE DE ROUTE

C'est important de se rendre compte qu'on n'est plus dans une politique qui est mise en place en réaction à une conjoncture économique compliquée, à une crise, etc.

C'est vraiment devenu un mode de gouvernement normal, permanent. C'est devenu un présupposé de la politique économique et donc ce logiciel austéritaire a pour effet un définancement structurel des services publics. Et donc on a des services publics qui sont de plus en plus défaillants, qui sont de plus en plus fragilisés, sous-financés, définancés. Et ça pousse en fait une partie des femmes à devoir prendre en charge ce que les services publics ne prennent plus en charge. Et donc, typiquement, les manques de places en crèches ont pour effet de devoir se charger soi-même de gardes d'enfants, parfois pendant plusieurs mois, parfois pendant plusieurs années, et donc ce sont des cycles vicieux qui s'installent.

THERE IS NO ALTERNATIVE

Le discours dominant qui entoure ces projets politiques-là, effectivement, fait en sorte de présenter cette politique et cette situation comme une fatalité, comme une espèce de nécessité, un non-choix, qui serait lié à des règles européennes, à des exigences des marchés financiers, à des tendances économiques et financières mondiales auxquelles on ne pourrait pas faire grand-chose et auxquelles on devrait s'adapter. Et c'est important de rappeler que pas du tout, qu'en fait tout ça découle de choix politiques clairs. Le définancement de l'État social, le définancement de la protection sociale, sont des conséquences directes de choix politiques.

LA DROITE, ENNEMIE DES FEMMES ?

Le contexte néolibéral est structurellement défavorable aux travailleuses. Et il faut bien se rendre compte de ça aussi : tant qu'on reste dans un cadre néolibéral, il est matériellement impossible d'avoir une politique progressiste, féministe.

On a une espèce de recul de la protection sociale et des différents fonctionnements, différents mécanismes, qui viennent compenser pour le meilleur ou pour le pire, ces lacunes de la protection sociale. Donc en fait, on a un recul global du modèle, ce qu'on appelle « le modèle social belge », qui est quand même sans précédent avec l'Arizona.

Et donc, en ce sens, en termes socioéconomiques et à partir du moment où on considère que la droite applique une politique néolibérale, pour le dire vite, oui, elle est l'ennemie des femmes.